



KOF Bulletin

N° 118, Mai 2018

CONJONCTURE ET RECHERCHE

- Le chômage diminue à partir d'une croissance du PIB de 2% →
- Schumpeter avait raison →
- L'endettement dans la zone euro (3/3) : ménages et sociétés non financières →
- Économie allemande en expansion, mais l'air se raréfie →
- Indicateur KOF de l'emploi : créations d'emploi envisagées →

INDICATEURS DU KOF

- KOF Baromètre conjoncturel : des perspectives stables →

AGENDA →

ÉDITORIAL

Chère lectrice, cher lecteur,

Il semble banal à première vue d'établir une corrélation entre, d'un côté, l'évolution de la conjoncture (représentée par les variations du produit intérieur brut, PIB) et, de l'autre, le chômage ou les innovations. L'analyse détaillée de ces corrélations n'a toutefois rien de banal. Le premier article du présent bulletin montre qu'en Suisse, le chômage diminue à partir d'un accroissement de 2% du PIB. Le deuxième article porte sur l'impulsion essentielle qu'exercent les entreprises novatrices sur la croissance de l'économie et montre dans quelle mesure ces entreprises novatrices renforcent la résistance d'une économie nationale. Par ailleurs, nous concluons dans ce bulletin la série en trois parties sur l'endettement de la zone euro en nous intéressant aux ménages et aux sociétés non financières : le taux d'endettement du secteur privé non financier de la zone euro s'est stabilisé depuis son apogée de 2009 et a même quelque peu diminué récemment.

Je vous en souhaite une lecture enrichissante.

David Iselin

CONJONCTURE ET RECHERCHE

Le chômage diminue à partir d'une croissance du PIB de 2%



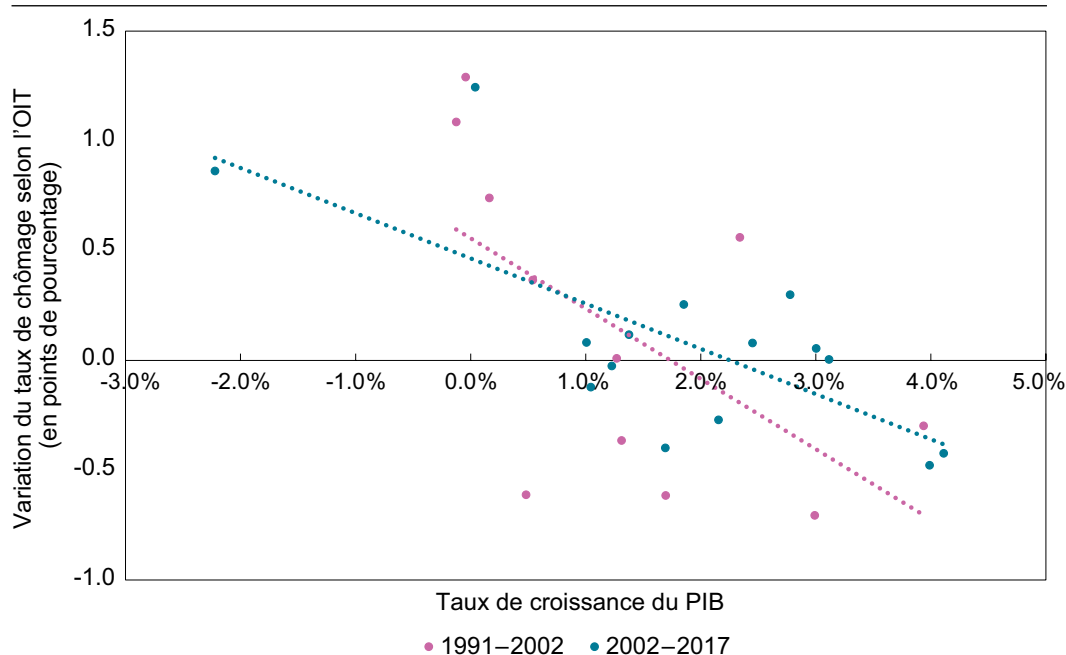
En Suisse, une croissance du PIB d'environ 2% est nécessaire pour que le chômage diminue. La corrélation entre le chômage et le produit intérieur brut est toutefois moins marquée en Suisse qu'à l'étranger. Cela s'explique aussi par le fait que les entreprises suisses couvrent souvent leurs besoins en main-d'œuvre à l'étranger.

Quand la croissance du PIB augmente, le chômage diminue. Cette corrélation est également désignée par le terme de « loi d'Okun », du nom de l'économiste américain Arthur M. Okun qui s'est intéressé pour la première fois en 1962 à la corrélation négative entre la croissance réelle du PIB et l'évolution du taux de chômage. Le mécanisme sous-jacent est simple : si l'économie est prospère et si la demande en produits et service est grande, le besoin des entreprises en main-d'œuvre s'accroît. Comme elles engagent aussi des chômeurs, le taux de chômage décroît. Le contraire se produit en cas de récession.

Le graphique G 1 présente la loi d'Okun sur la base de données annuelles relatives à la période 1991–2017 en Suisse. Le taux de croissance du PIB en variation annuelle figure sur l'axe x. L'axe y montre la variation annuelle du taux de

chômage d'après la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT). Nous distinguons la période 1991–2002 et 2002–2017. La corrélation négative entre la croissance du PIB et l'évolution du taux de chômage apparaît clairement dans les deux périodes. Les lignes de tendance en pointillé révèlent, d'après le graphique, qu'une croissance du PIB de 4% abaisse le taux de chômage d'environ 0,5 point de pourcentage la même année. En revanche, si le PIB régresse de 2%, comme dans le cas de la récession de 2009, le taux de chômage progressera de près d'un point de pourcentage.

Le « seuil de l'emploi » se situe à 2% de croissance du PIB. La valeur à laquelle la ligne de tendance coupe l'axe X est essentielle. Ce point renseigne sur la croissance du PIB requise en temps normal pour que le taux de chômage

G 1 : La loi d'Okun en Suisse (1991–2017)

diminue en Suisse. Ce point est également désigné par le terme de « seuil de l'emploi ». D'après le graphique, le seuil de l'emploi se situe à environ 2% de croissance du PIB. Il montre aussi toutefois que le chômage s'accroît en Suisse même si l'économie connaît une croissance modérée (1%, par exemple). Deux facteurs expliquent ce phénomène. D'abord, le nombre des personnes actives augmente chaque année. Pour absorber cette main-d'œuvre supplémentaire et empêcher un accroissement du chômage, il faut que l'emploi ainsi que le PIB progressent également. Ensuite, la productivité du travail ne cesse d'augmenter. Si la valeur ajoutée par personne active progresse de 1% en un an, il faudra que la production augmente de 1% pour que l'emploi ne régresse pas.

Si l'on compare les deux périodes présentées dans le graphique 1, on a l'impression que le seuil de l'emploi était quelque peu plus élevé durant les 15 dernières années que pendant la période précédente. De même, la corrélation entre la croissance du PIB et l'évolution du taux de chômage semble s'être réduite : la pente de la ligne de

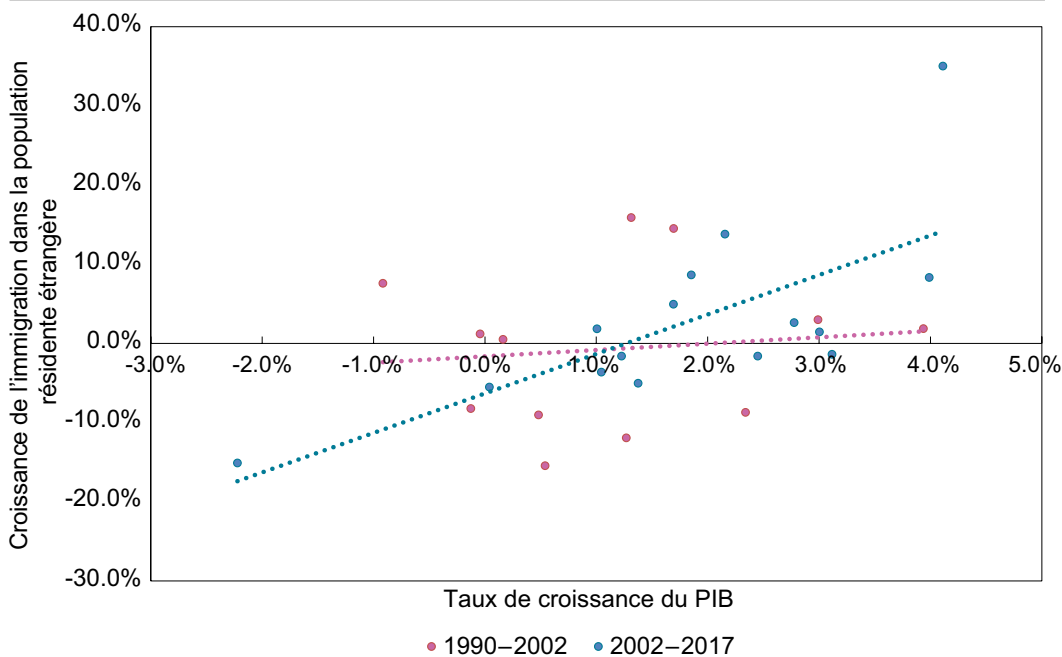
tendance a un peu diminué. Une hausse ou un recul du PIB a donc une moindre influence sur le taux de chômage que précédemment. Certes, il ne faudrait pas trop attendre de la comparaison entre les deux périodes, dans la mesure où elle ne se fonde que sur quelques données, mais le constat demeure pertinent. En effet, en comparaison internationale, la Suisse ne présentait déjà dans les années 1990 qu'une faible corrélation entre la croissance du PIB et le taux de chômage. Dans une étude du Fonds monétaire international (Ball et al., 2013), portant sur 20 économies nationales, la Suisse présentait la troisième corrélation la plus faible entre la croissance du PIB et l'évolution du taux de chômage. D'après le graphique 1, cette corrélation déjà faible autrefois s'est encore réduite.

D'où vient le fait que le PIB et le chômage sont moins corrélés en Suisse que dans d'autres pays ? Les auteurs de l'étude du Fonds monétaire apportent une réponse plausible. Les entreprises suisses qui accroissent leur personnel ne recourent pas seulement à des chômeurs mais aussi et surtout à une main-d'œuvre étrangère. À l'inverse,

c'est la main-d'œuvre étrangère qui, traditionnellement, est la plus exposée au licenciement en cas de récession. Si elle émigre, le recul de l'emploi n'apparaîtra pas dans les statistiques suisses sur le chômage. Le PIB et le chômage ne sont donc pas aussi corrélées en Suisse, dans la mesure où les chômeurs ne constituent qu'un des deux réservoirs de main-d'œuvre potentielle, lorsque l'économie est prospère. En revanche, le PIB et l'emploi sont sans doute étroitement liés en Suisse en comparaison internationale.

suggère également que la corrélation positive entre l'immigration et la croissance du PIB est plus grande depuis 2002 que durant la période précédente, c'est-à-dire avant l'introduction de la libre circulation des personnes. Cela montre que l'immigration en Suisse est sensible à la conjoncture, en dépit de la libre circulation des personnes, et même plus sensible qu'auparavant.

G 2 : Croissance du PIB et immigration (1990–2017)



Le graphique 2 présente le lien important entre le taux de croissance du PIB réel et le taux de croissance de l'immigration en Suisse. Plus précisément, le taux de variation annuelle de l'immigration brute au sein de la population étrangère résidente de Suisse. Le graphique montre qu'une croissance soutenue du PIB va de pair avec une croissance de l'immigration en Suisse. À l'inverse, l'immigration décroît en période de conjoncture difficile. Le graphique

Contact

Michael Siegenthaler | siegenthaler@kof.ethz.ch

Bibliographie

Ball, L., Leigh, D., und Loungani, P. (2013): Okun's Law: Fit at 50? IMF Working Paper 13/10.

Schumpeter avait raison

L'innovation est le moteur des cycles économiques, telle était la célèbre affirmation de Joseph Schumpeter. Par rapport à cette hypothèse, Andrin Spescha et Martin Wörter montrent, dans une nouvelle étude basée sur des données suisses, qu'il y a effectivement une corrélation entre l'innovation et les cycles économiques.

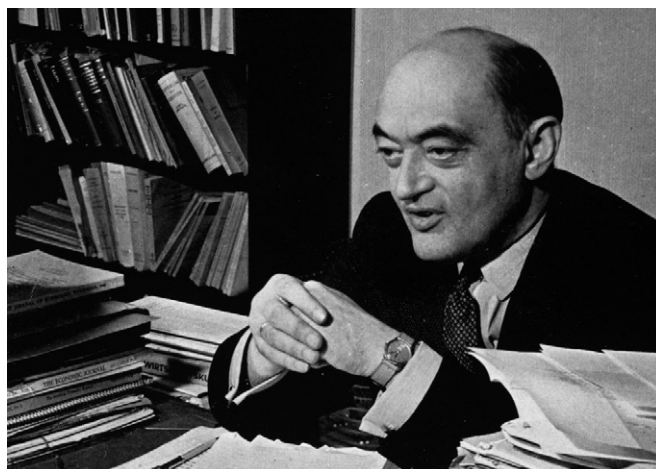
Dans son ouvrage paru en 1939, *Business Cycles*, Joseph Schumpeter avançait que les cycles économiques étaient principalement stimulés par l'innovation technologique ; autrement dit, l'innovation produit des impulsions de croissance au sein de l'économie. En l'absence d'initiatives novatrices de la part des entreprises, l'économie continuerait de se reproduire, dans un flux dit stationnaire d'activité économique. Par conséquent, elle ne connaîtrait aucun type de changement sans l'innovation. Seule l'introduction par vagues d'un grand nombre d'innovations dans les entreprises peut suffisamment déséquilibrer le flux stationnaire d'activité économique pour créer les hauts et les bas des cycles économiques. De nos jours, le principe selon lequel l'innovation est un facteur important de croissance économique bénéficie d'une large acceptation chez la plupart des théoriciens de l'économie.¹ Dans une nouvelle étude, Andrin Spescha et Martin Wörter se demandent si l'hypothèse de Schumpeter peut être vérifiée empiriquement dans les variations des cycles économiques suisses.

Constats

Sur la base d'un panel représentatif d'entreprises suisses et de données couvrant la période 1996–2014, Andrin Spescha et Martin Wörter ont analysé comment la corrélation entre l'innovation et la croissance des entreprises évolue aux différents stades des cycles macro-économiques. Ils ont découvert que les entreprises novatrices présentaient des taux de croissance de leurs ventes sensiblement supérieurs à ceux des entreprises peu innovantes, confirmant ainsi l'hypothèse de Schumpeter selon laquelle l'innovation stimule la croissance des entreprises. Ce

constat s'applique à la fois aux entreprises qui introduisent des innovations fondées sur des activités de R&D et aux entreprises introduisant des innovations fondées sur d'autres activités hors R&D.

Cependant, les auteurs montrent également que la croissance supérieure des ventes des entreprises misant sur des activités de R&D provient de stades différents des cycles économiques. Tandis que les entreprises introduisant des innovations fondées sur des activités de R&D surpassent les entreprises non novatrices en période de récession économique, elles présentent des taux de croissance de leurs ventes similaires à ceux des entreprises non novatrices en période de prospérité économique. À l'inverse, les entreprises qui introduisent des innovations



Joseph Schumpeter dans son bureau

Source: <https://media.snl.no>

¹ Cf. Spescha et Wörter (2018) pour la bibliographie.

fondées sur d'autres activités hors R&D présentent un schéma exactement opposé : elles affichent des taux de croissance de leurs ventes semblables à ceux des entreprises non novatrices dans les phases dominées par la récession, mais tendent à surpasser les entreprises non novatrices en période d'expansion économique. Par conséquent, si les entreprises offrant des innovations fondées sur les activités R&D sont plus résistantes aux fluctuations des cycles économiques que les autres, les entreprises introduisant des innovations fondées sur d'autres activités hors R&D sont plus sensibles aux fluctuations des cycles économiques que les entreprises non novatrices.

Le constat que, en période de récession, les entreprises novatrices obtiennent des taux de croissance supérieurs à ceux des entreprises non novatrices est conforme à la théorie de Schumpeter, selon laquelle les récessions économiques génèrent un renouvellement de la production économique. Les produits et services les plus obsolètes et les moins novateurs sont éliminés de l'économie et un déplacement des parts de marché s'effectue en faveur de produits et de services plus innovants. Après avoir touché le fond, l'économie s'engage dans un nouveau cycle, avec l'entrée en scène de nouvelles innovations. Ainsi, la focalisation sur les taux de croissances globaux d'une économie occulte le fait que les cycles économiques consistent en vérité dans le remplacement de l'ancien par du nouveau.

L'innovation accroît la résistance de l'économie

Les résultats obtenus suggèrent que les innovations de haute qualité peuvent largement contribuer à accroître la résistance d'une économie dans les phases dominées par la récession. Les mesures politiques potentielles destinées

à renforcer les capacités d'innovation des entreprises visent en général à accroître le bien-être économique. Pourtant, nos conclusions suggèrent que, en guise d'effets secondaires, ces mesures peuvent aussi accroître la résistance des entreprises faces aux crises économiques internationales. Une économie peuplée d'entreprises produisant toujours les produits et services les plus novateurs sera mieux protégée de la pression induite par une chute de la demande globale sur les marchés internationaux. Dernier aspect important : la faculté d'innovation d'une économie doit être renforcée bien avant la survenance d'une crise économique. Les interventions politiques effectuées durant une crise n'obtiendront pas les mêmes résultats.

Contact

Andrin Spescha | spescha@kof.ethz.ch

Martin Wörter | woerter@kof.ethz.ch

Bibliographie

Andrin Spescha and Martin Wörter (2018) : Innovation and firm growth over the business cycle, Industry and Innovation, London: Taylor & Francis, 2018.

L'endettement dans la zone euro (3/3) : ménages et sociétés non financières

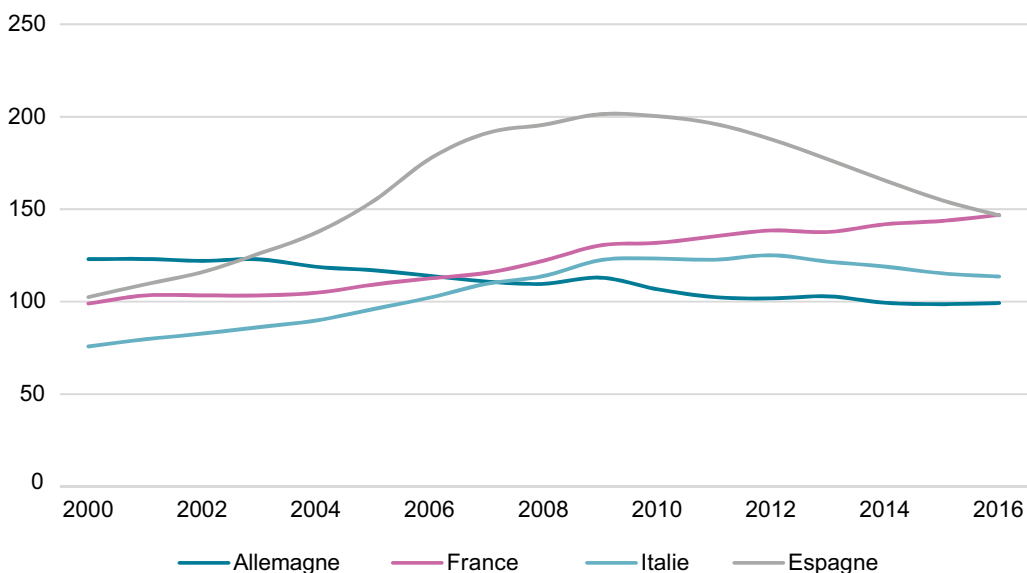
Le taux d'endettement du secteur privé non financier dans la zone euro s'est stabilisé depuis qu'il a atteint son niveau maximum en 2009 ; il s'est même quelque peu réduit. À l'inverse de la bonne conjoncture d'avant les années de crise, l'essor actuel n'est donc pas alimenté par la dette. En comparaison historique, le niveau d'endettement demeure toutefois élevé et son évolution varie d'un pays à l'autre.

Des études scientifiques montrent qu'un endettement élevé du secteur privé non financier peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique future. Un endettement modéré contribue à lisser la consommation privée sur plusieurs périodes et génère par conséquent une croissance plus stable. En cas d'endettement élevé, les ménages doivent par contre accroître leur taux d'épargne, afin de couvrir leurs engagements, et donc réduire leur consommation. Et les entreprises peuvent moins investir. En même temps, l'octroi de crédit bancaire souffre d'un endettement élevé, car celui-ci s'accompagne en général d'une part substantielle de créances douteuses (cf. 2ème article de notre série).¹

Le taux d'endettement du secteur non financier de la zone euro n'avait cessé de croître jusqu'à la crise financière et s'élevait en 2009, à son apogée, à environ 145% du produit intérieur brut (PIB) ; il est redescendu à 139% depuis lors. En Allemagne, la dette privée a constamment décru depuis plusieurs années, pour se situer actuellement aux alentours de 100% du PIB (cf. graphique G 3). L'Italie, Malte, la Grèce et les membres est-européens de l'Union monétaire se situent sous la moyenne. C'est la Lituanie qui affiche le taux d'endettement le plus bas (près de 60%). Les valeurs les plus élevées sont observées à Chypre, en Irlande et dans les pays du Benelux. Bien que la dette privée se maintienne plus ou moins à la moyenne de la zone euro en

G 3 : Endettement privé dans la zone euro

(ménages et sociétés non financières, valeur consolidée, en % du PIB)

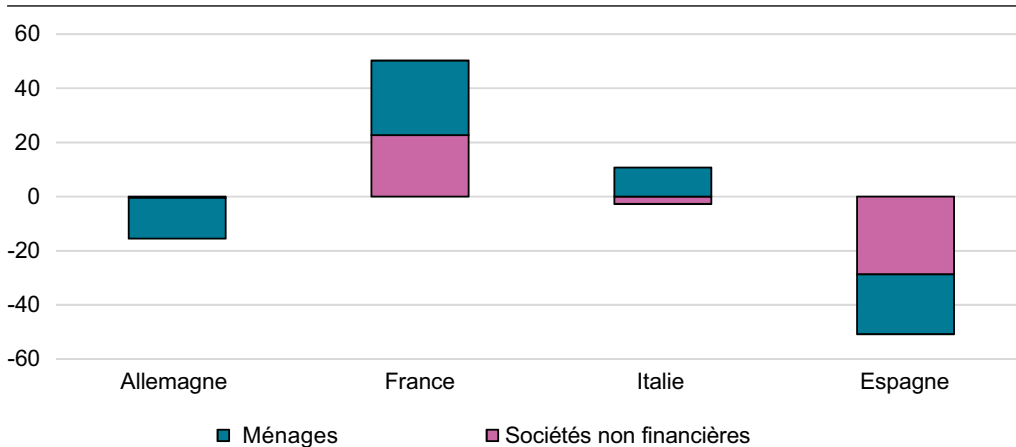


Source : Eurostat

¹ Cf. Myers, S. C., 'Determinants of Corporate Borrowing', Journal of Financial Economics, Vol. 5, Issue 2, 1977, pp. 145-75, ou bien Mian, A.R., Sufi, A. and Verner, E., 'Household debt and business cycles worldwide', National Bureau of Economic Research Working Papers No 21581, publié en septembre 2015.

G 4 : Evolution de l'endettement de 2007 à 2017

(valeur non consolidée, en % du PIB)



Source : Banque centrale européenne, calculs internes

France et en Espagne, elle y présente des dynamiques très différentes. En Espagne, le désendettement privé et l'expansion économique rapide ont donné lieu à une forte baisse du taux d'endettement. En France, par contre, il ne cesse de croître depuis des années. En Grèce également, le secteur privé connaît un fort désendettement, mais la dette n'a diminué que faiblement par rapport au PIB en raison du net recul de la production économique.

Un peu plus de la moitié de l'endettement du secteur privé non financier de la zone euro est le fait d'entreprises, le reste concerne les ménages. L'Allemagne fait exception à cette règle, l'endettement des ménages étant plus élevé que celui des sociétés non financières. L'endettement des entreprises est particulièrement élevé en Irlande, à Chypre et au Luxembourg, ce qui s'explique par des crédits internes spécifiques. Le recul du taux d'endettement dans la zone euro est avant tout imputable à la réduction de la dette dans le secteur des sociétés non financières, mais des différences subsistent entre les pays (cf. graphique G 4). Tandis qu'en Allemagne, le désendettement des ménages s'est poursuivi, le niveau de la dette des ménages et des entreprises n'a cessé de croître en France. En Espagne et au Portugal, le taux d'endettement de l'ensemble du secteur privé non financier a enregistré une baisse notable, ce qui constitue un mouvement inverse à celui des années d'avant la crise et qui avait contribué à un net recul du PIB (« deleveraging »).

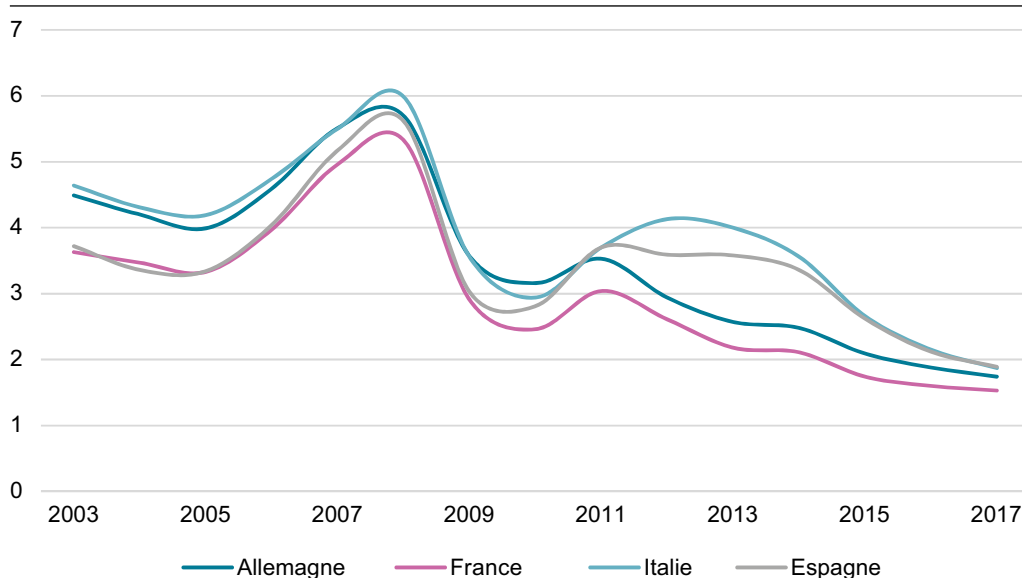
Étant donné le contexte de financement extrêmement favorable, la charge d'intérêt du secteur privé a sensiblement diminué au cours des dernières années (cf. graphique G 5)². Pour les entreprises, les dépenses en intérêts se sont réduites environ de moitié par rapport aux revenus depuis le début de la Grande récession. Elles se situaient récemment à près de 5% de l'excédent brut d'exploitation dans les grandes économies nationales de la zone euro. Il en va de même pour les ménages, qui ne dépensaient plus qu'environ 1% de leur revenu disponible en charge d'intérêt. Un resserrement de la politique monétaire entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt dans le secteur privé.



² Bien entendu, les revenus en intérêts ont chuté dans le même temps.

G 5 : Coût de l'endettement dans les entreprises

(Indicateur composite du coût de l'emprunt, en %)



Source : Banque centrale européenne

Le montant de la charge dépend de la part des encours de crédit dotés d'un taux d'intérêt variable. La part de ces crédits par rapport aux crédits existants n'est pas précisé, mais les chiffres relatifs aux nouveaux contrats de prêt indiquent que cette part a nettement diminué dans de nombreux pays depuis la Grande Récession. Au Portugal et en Espagne, où environ 90% des nouveaux crédits hypothécaires étaient dotés de taux d'intérêt variables avant la Grande Récession, cette part s'est respectivement abaissée à 60% et 40%. La part des crédits hypothécaires à taux d'intérêt variable s'est également réduite dans l'ensemble de la zone euro. Globalement, cette évolution suggère qu'un relèvement des taux d'intérêt génèrerait une plus forte charge pour le secteur privé. La diminution de la part

des crédits à taux d'intérêt variable par rapport aux années précédant la Grande Récession indique cependant que cette charge devrait être moins douloureuse que durant la dernière phase de relèvement des taux.

Contact

Florian Eckert | eckert@kof.ethz.ch
 Stefan Neuwirth | neuwirth@kof.ethz.ch

Les deux premiers articles de notre série peuvent être trouvés sur notre site Web : www.kof.ethz.ch →

Économie allemande en expansion, mais l'air se raréfie

L'économie mondiale prospère. Le rythme de croissance devrait toutefois ralentir durant l'année à venir, comme le prévoient les instituts du Diagnostic communautaire pour l'Allemagne, dont fait partie le KOF. La phase d'expansion de l'économie allemande se poursuit.

L'économie mondiale se maintient dans une phase d'essor. Le taux d'utilisation des capacités de production ne cesse de s'accroître dans les grandes économies nationales. Néanmoins, les taux d'expansion ont atteint leur niveau maximum. D'une part, les limites de capacité se font sentir dans un nombre croissant de secteurs d'activité et de pays ; d'autre part, le climat s'est récemment dégradé dans les entreprises.

L'inflation demeure très faible dans tous les pays examinés par les instituts du Diagnostic communautaire pour l'Allemagne. Cependant, la hausse des salaires devrait s'accroître peu à peu, dans de nombreux pays, en raison de pénuries croissantes sur le marché de l'emploi. Et le regain de demande en biens de consommation devrait aussi donner lieu à une augmentation progressive des taux d'inflation. La politique financière confèrera des impulsions supplémentaires à la conjoncture cette année et l'année prochaine, tandis que la politique monétaire se montrera probablement peu à peu moins expansive.

Commerce mondial : expansion persistante, mais affaiblie

Les instituts du Diagnostic communautaire prévoient que la production mondiale s'accroîtra de 3,4% en 2018, soit une progression analogue à celle de l'an dernier. Cependant, la dynamique de l'économie mondiale fléchira au cours de cette année et de l'an prochain. Les désaccords actuels des États-Unis avec d'autres pays en matière de politique commerciale ne constituent pas seulement une nouvelle étape vers l'augmentation d'un protectionnisme inhibiteur de croissance, mais aussi un risque de révision à la baisse des prévisions conjoncturelles, surtout si le conflit s'étend.

Conjoncture allemande : perte d'élan progressive, malgré un rythme soutenu

La phase d'expansion de l'économie allemande se poursuit. Les perspectives se révèlent toutefois un peu plus réservées. Les capacités économiques disponibles diminuent, si bien que la conjoncture perd de son élan. Mais le

T 1 : Chiffres-clés des prévisions

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|--------|--------|--------|--------|
| Reales Bruttoinlandsprodukt | | | | |
| (Veränderung gegenüber dem Vorjahr in %) | 1.9 | 2.2 | 2.2 | 2.0 |
| Erwerbstätige im Inland in 1000 Personen | 43 638 | 44 291 | 44 876 | 45 298 |
| Arbeitslose in 1000 Personen | 2 691 | 2 533 | 2 324 | 2 172 |
| Arbeitslosenquote BA ¹ in % | 6.1 | 5.7 | 5.2 | 4.8 |
| Verbraucherpreise ² | | | | |
| (Veränderung gegenüber dem Vorjahr in %) | 0.5 | 1.8 | 1.7 | 1.9 |
| Lohnstückkosten ³ | | | | |
| (Veränderung gegenüber dem Vorjahr in %) | 1.6 | 1.6 | 1.9 | 2.1 |
| Finanzierungssaldo des Staates ⁴ | | | | |
| in Milliarden Euro | 25.7 | 36.6 | 37.8 | 34.7 |
| in % des nominalen Bruttoinlandsprodukts | 0.8 | 1.1 | 1.1 | 1.0 |
| Leistungsbilanzsaldo | | | | |
| in Milliarden Euro | 268.8 | 262.6 | 277.0 | 284.5 |
| in % des nominalen Bruttoinlandsprodukts | 8.5 | 8.0 | 8.2 | 8.0 |

¹ Arbeitslose in % der zivilen Erwerbspersonen (Definition gemäss Bundesagentur für Arbeit). ² Verbraucherpreisindex (2010=100).

³ Im Inland entstandene Arbeitnehmerentgelte je Arbeitnehmerstunde bezogen auf das reale Bruttoinlandsprodukt je Erwerbstätigenstunde.

⁴ In der Abgrenzung der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen (ESVG 2010).

Sources : Statistisches Bundesamt; Bundesagentur für Arbeit; Deutsche Bundesbank; 2018 et 2019: Prévision des instituts.

© GD printemps 2018



mance économique devrait progresser de 2,2% en 2018 et de 2,0% en 2019 (cf. T 1). Les instituts ont ainsi relevé leur estimation de l'accroissement du produit intérieur brut de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de l'automne 2017. L'emploi devrait également continuer de croître notablement, mais sa progression s'affaiblira en raison de pénuries sur le marché du travail. En même temps, les salaires bruts devraient afficher une hausse sensible. Et le taux d'inflation augmentera peu à peu, passant de 1,7% cette année à 1,9% durant l'année à venir.

À propos du Diagnostic communautaire

Le Diagnostic communautaire semestriel pour l'Allemagne est élaboré par l'institut DIW de Berlin en collaboration avec l'Institut autrichien de recherche économique, et l'institut ifo de Munich en collaboration avec le Centre de recherches conjoncturelles KOF de l'EPF Zurich, l'IfW de Kiel et l'IWH de Halle, ainsi que le RWI d'Essen en collaboration avec l'Institut des hautes études de Vienne. Depuis 2007, le KOF participe au Diagnostic communautaire à titre de partenaire du consortium de l'institut ifo. Le KOF représente le consortium dans le domaine de la conjoncture internationale et européenne.

Contact

Florian Eckert | eckert@kof.ethz.ch
 Stefan Neuwirth | neuwirth@kof.ethz.ch
 Heiner Mikosch | mikosch@kof.ethz.ch

rythme demeure soutenu : l'essor de l'économie mondiale continuera de stimuler les exportations ; le marché intérieur devrait en outre maintenir son dynamisme et la situation devrait rester extrêmement favorable sur le marché de l'emploi.

Par ailleurs, le nouveau gouvernement allemand devrait stimuler la demande grâce aux mesures fiscales décidées dans l'accord de coalition. En moyenne annuelle, la perfor-

Vous trouverez de plus amples informations sur le Diagnostic communautaire ainsi que sur les prévisions du printemps 2018 à l'adresse suivante : www.kof.ethz.ch →

Indicateur KOF de l'emploi : créations d'emploi envisagées

La situation des entreprises de Suisse est bonne. Cela se répercute sur les planifications d'emploi (cf. G 6). L'indicateur KOF de l'emploi se maintient dans le positif. Seuls le commerce de détail et l'hôtellerie sont à la traîne.

Avec 3,6 points, l'indicateur KOF de l'emploi se situe, au deuxième trimestre 2018, pratiquement à la même valeur qu'il y a trois mois (révision de 2,8 à 3,4 points). Depuis un bon semestre, il y a désormais en Suisse davantage d'entreprises qui envisagent de créer des emplois ou le planifient concrètement que d'entreprises qui entendent réduire le nombre des emplois. Les attentes optimistes des entreprises en la matière sont l'une des conclusions des dernières enquêtes conjoncturelles du KOF.

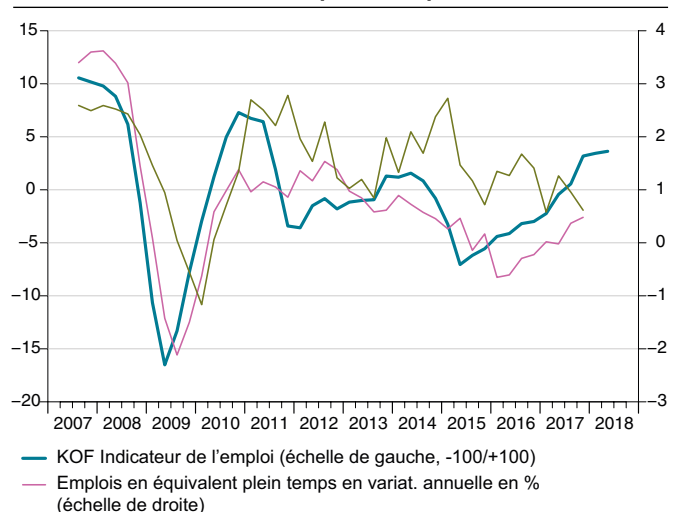
Création d'emplois prévue dans le secteur tertiaire

Les bonnes perspectives d'emploi sont relativement généralisées. Cependant, l'évolution de l'indicateur de l'emploi s'avère particulièrement réjouissant chez les autres prestataires de services. Ce groupe englobe notamment les entreprises de transport, d'information et de communication, les sociétés immobilières ainsi que la santé et les services sociaux. L'indicateur de ces secteurs d'activité n'a cessé de croître au cours des derniers trimestres, après avoir connu un fléchissement à la suite du choc monétaire. L'indicateur se situe désormais, chez les autres prestataires de services, à une valeur qu'il n'avait plus affichée depuis plus de six ans. Selon les enquêtes du KOF, les perspectives s'avèrent également positives, à quelques exceptions près, dans l'industrie de transformation, le commerce de gros et le secteur bancaire. Dans l'hôtellerie et le commerce de détail, les indicateurs de l'emploi demeurent en revanche dans le négatif, même s'ils ne sont plus aussi bas que précédemment. Dans ces deux secteurs d'activité, il faudra donc envisager une compression des effectifs plutôt qu'une création d'emplois au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

Remarque :

L'indicateur de l'emploi a été légèrement révisé en novembre. Depuis lors, il est calculé sur la base de séries d'enquêtes désaisonnalisées. Dans le cadre de ce changement, la pondération de l'indicateur a aussi été légèrement adaptée.

G 6 : KOF Indicateur de l'emploi et emploi



KOF Indicateur de l'emploi

Le KOF indicateur de l'emploi est calculé à partir des enquêtes conjoncturelles trimestrielles du KOF. Dans le cadre de ses enquêtes, le KOF interroge des entreprises privées de Suisse sur leur appréciation du nombre actuel de leurs salariés et sur leur intention de modifier leurs effectifs dans les trois mois suivants. Une valeur positive de l'indicateur signifie que le nombre des entreprises qui envisagent une réduction d'emploi durant le trimestre de référence d'après les enquêtes est inférieur au nombre des entreprises qui prévoient une augmentation des emplois. Dans le passé, il s'est avéré que ces estimations anticipaient l'évolution effective du marché de l'emploi.

Contact

Michael Siegenthaler | siegenthaler@kof.ethz.ch

Vous trouverez ici de plus amples informations sur l'indicateur et son mode de calcul ainsi que sur les données de l'indicateur :

www.kof.ethz.ch →

INDICATEURS DU KOF

KOF Baromètre conjoncture : des perspectives stables

Le baromètre conjoncturel du KOF met en avant pour le mois d'avril une évolution pratiquement stable de la conjoncture (cf. G 7). Il a affiché une hausse minimale de 0,2 point, pour s'établir à 105,3 points. Bien que le baromètre n'ait pas atteint les valeurs positives de l'hiver 2017/2018, sa valeur actuelle est nettement supérieure à la moyenne à long terme. Les perspectives de la conjoncture suisse demeurent favorables.

En avril, le baromètre conjoncturel du KOF a enregistré une hausse minimale à 105,3 points, par rapport à la valeur du mois de mars (révision de 106,0 à 105,1 points). Même si la hausse de 0,2 point est globalement infime, elle se manifeste assez largement dans les secteurs d'activité pris en compte. L'ensemble des indicateurs englobant l'industrie de transformation, l'hôtellerie, le secteur bancaire, le bâtiment et la consommation a enregistré un léger plus en avril. L'indicateur des perspectives d'exportation fait exception à la règle ; elles se sont assombries en avril.

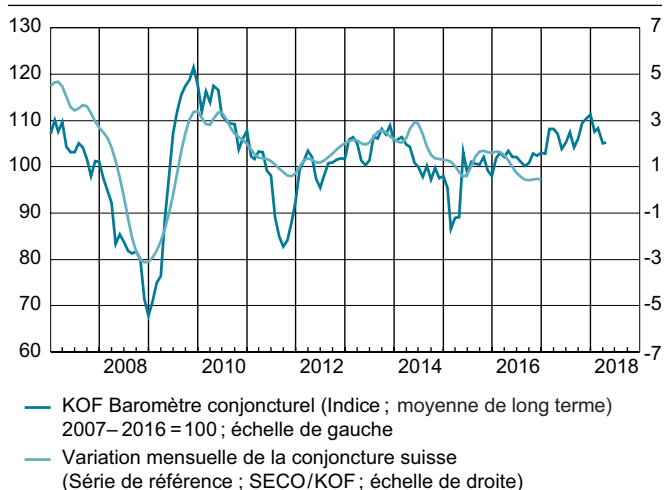
Dans le secteur manufacturier (industrie de transformation et bâtiment), les indicateurs de la compétitivité et de l'évolution des bénéfices ont progressé. Ce sont avant tout les indicateurs de l'évolution de l'emploi et des stocks qui ont produit ici un effet modérateur.

Au sein de l'industrie de transformation, les perspectives se sont surtout améliorées pour l'industrie chimique. L'industrie du papier et du bois devrait également progresser. En revanche, la métallurgie et le secteur électrique pourraient faire face à un vent défavorable.

Baromètre conjoncturel du KOF et série de référence : mise à jour annuelle

En septembre 2017 a eu lieu la mise à jour annuelle du baromètre conjoncturel du KOF. Elle concerne avant tout les aspects suivants : redéfinition du pool des indicateurs entrant dans la procédure de sélection, actualisation de la série de référence et réexécution du mécanisme de sélection des variables. Le pool actuel pour la sélection des variables consiste en près de 500 indicateurs. En ce qui concerne la série de référence mise à jour, il s'agit du taux de croissance lissé en rythme annuel du produit intérieur

G 7 : KOF Baromètre conjoncturel et série de référence



brut (PIB), conformément aux nouveaux comptes nationaux SEC 2010, publiés au début de septembre 2017. Ces derniers se fondent sur la publication du PIB de l'année précédente par l'Office fédéral de la statistique. Il résulte de la sélection des variables que le baromètre conjoncturel du KOF mis à jour se base désormais sur 273 indicateurs (contre 272 dans la version précédente), réunis en un indicateur global par le biais de pondérations statistiques.

Contact

Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Vous trouverez ici davantage d'informations sur le baromètre conjoncturel du KOF : www.kof.ethz.ch →

AGENDA

Manifestations du KOF

KOF Research Seminar:

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-research-seminar →

KOF-ETH-UZH International Economic Policy Seminar:

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-eth-uzh-seminar →

Conférences/Workshops

Vous trouverez sur notre site des conférences et workshops actuels :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/conferences →

Agenda KOF

Retrouvez ici nos rendez-vous destinés aux médias :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/agenda-mediatique →

Autres publications du KOF

Vous trouverez sur notre site la liste complète des publications du KOF (analyses, working papers et études du KOF).

www.kof.ethz.ch/fr/publications →

Mentions légales

Editrice KOF Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich

Direction Prof. Dr. Jan-Egbert Sturm

Rédaction Dr. David Iselin

Layout Vera Degonda, Nicole Koch

Images KOF, Shutterstock

Adresse postale LEE G 116, Leonhardstrasse 21, 8092 Zurich

Téléphone +41 44 633 99 48

E-Mail bulletin@kof.ethz.ch

Téléfax +41 44 632 12 18

Website www.kof.ethz.ch

ISSN 1662-4270 | Copyright © EPF Zurich, KOF Centre de recherches conjoncturelles, 2018

Toute publication d'une reproduction (même par extraits) n'est permise qu'avec l'autorisation de l'éditeur et avec mention de la source.

Service Client

Le bulletin du KOF est un service gratuit qui vous informe chaque mois par courrier électronique sur les derniers développements conjoncturels, sur nos travaux de recherche et sur les principales manifestations.

Inscrivez-vous : www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/inscription.ch →

Pour consulter les bulletins précédents, rendez-vous dans nos archives :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/archives.ch →

Rendez-nous visite sur notre site : www.kof.ethz.ch/fr/ →

Vous pouvez vous procurer des séries temporelles issues de notre vaste banque de données via notre service des données :

www.kof.ethz.ch/fr/donnes_conseils/service-des-donnes.ch →

Prochaine date de publication : 1 juin 2018

KOF

ETH Zurich
KOF Centre de recherches conjoncturelles
LEE G 116
Leonhardstrasse 21
8092 Zurich

Téléphone +41 44 632 42 39

Téléfax +41 44 632 13 52

www.kof.ethz.ch

#KOFETH

